

Burundi : l'UE "regrette" l'absence de compétition à la présidentielle

AFPL Source La mission d'observation électorale (MOE) de l'Union européenne a "regretté" mercredi l'absence de compétition pluraliste lors de l'élection présidentielle de lundi au Burundi, où le président sortant était seul en lice après le boycottage du scrutin par l'opposition. "La MOE regrette l'absence de compétition pluraliste", a déclaré devant la presse l'eurodéputée Renate Weber, qui dirige cette mission.

Cette absence de pluralisme s'explique "par le retrait de la compétition de six candidats d'opposition en contestation des résultats des communales, par la perte de confiance de l'opposition dans la Ceni (Commission électorale nationale indépendante), par les limitations imposées aux libertés de réunion et d'expression par le gouvernement et enfin, par le manque de volonté de s'engager dans la voie du dialogue". Les résultats doivent être proclamés mercredi après-midi par la Ceni. "Le processus de l'élection présidentielle s'est déroulé dans un environnement politique fortement détérioré mis à l'épreuve le respect de certaines normes internationales, notamment la liberté d'expression", a regretté Mme Weber. Toutefois, la MOE "salue le calme" dans lequel s'est déroulé le scrutin, estimant que "malgré les difficultés d'un contexte tendu et parfois violent, le peuple burundais a eu la possibilité d'exercer son droit de suffrage". Le parti au pouvoir, "le CNDD-FDD a mené une campagne de grande envergure avec utilisation courante des ressources de l'Etat, qui n'a été ni dénoncée ni sanctionnée tout le long de la campagne", dénonce encore la mission d'observation. Treize partis d'opposition, dont les ex-rebelles des FNL, l'Uprona, le Frodebu, le MSD et l'UPD avaient dénoncé des "fraudes massives orchestrées par le parti au pouvoir" lors des communales du 24 mai. Le pays connaît depuis une vague de violences et d'attaques à la grenade, quasi-quotidiennes et non revendiquées. Dans la nuit de mardi à mercredi, un homme et sa fille de 14 ans ont ainsi été tués par l'explosion de deux grenades lancées contre leur domicile à Kenazi, dans la province de Bujumbura Rural (ouest). L'administrateur de la commune, Emmanuel Ntunzwenabagabo a dénoncé "un crime politique" perpétré selon lui par "des démobolisés du parti des FNL" qui visaient un membre de cette famille encastré au CNDD-FDD. Au moins 12 personnes ont été tuées et plus de 70 blessées dans une vague de violences et d'attaques à la grenade qui ont suivi le raz-de-marée du parti au pouvoir lors de ces élections. Selon le président de l'Association pour la protection des personnes détenues et des droits humains (Aprodeh), Pierre Claver Mbonimpa, au moins 74 cadres et militants d'opposition ont été arrêtés "arbitrairement" depuis une semaine.